

La Nation

Journal vaudois

JAA. CH- 1000 Lausanne 1 Poste CH SA

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



1 044 510 habitants

Selon le « scénario démographique moyen » développé le 8 juin dernier par Statistique Vaud, le Canton dépassera le million d'habitants en 2050. Plus précisément, il atteindra 1 044 510 habitants. Le million sera atteint en 2044. En 2020, nous étions 815 300.

Depuis la fin du *baby-boom* vers 1975, le taux de fécondité des Vaudoises demeure inférieur à 1,5. Il n'assure pas un renouvellement autonome de la population. Le différentiel provient de l'immigration, confédérale ou étrangère. Nos statisticiens envisagent son augmentation. En 2020, il y avait 1,64 Vaudois de 20 à 64 ans pour 1 étranger du même âge. En 2050, la rapport baisserait à 1,57.

M. Pascal Broulis se réjouit de ces perspectives. Cette croissance démographique assurerait que la pyramide des âges ne s'inverse pas. Elle permettrait ainsi de maintenir un équilibre proportionné entre retraités, actifs et jeunes en formation. Le 8 juin, devant les caméras de *La Télé Vaud-Fribourg*, M. Broulis a appelé cela de la « mixité ».

L'approche de M. Broulis est technico-libérale. Elle se concentre sur les flux financiers qui naviguent d'une classe d'âge à l'autre. M. Broulis voit dans la croissance démographique un moyen de perpétuer non seulement notre mode de vie actuel, mais également le « contrat intergénérationnel ». 2035 correspondra approximativement au départ à la retraite de la deuxième vague du *baby boom*. Entre 2020 et 2050, le nombre de personnes

de plus de 65 ans passerait de 135 000 à près de 248 000. Cette augmentation est bien plus rapide que celle du reste de la population. En d'autres termes, M. Broulis est heureux de pouvoir annoncer à ses contemporains que leur retraite sera assurée.

Mais sur le fond, qui se réjouit vraiment que le Pays de Vaud dépasse le million d'habitants dans 23 ans? Admettons d'abord que s'arrêter à ce chiffre symbolique est aussi absurde qu'un symbole peut l'être en statistique. Le chiffre d'un million n'est pas plus pertinent pour la réflexion que ne serait celui de 852 137 ou 1 654 386. Le seul chiffre qui compte est celui qui détermine la capacité du Canton à assimiler sans difficulté de nouveaux habitants. Se focaliser sur le cap du million revient déjà à adopter une perspective à la fois technocratique et béatement sensationnaliste.

Un million signifie surtout une pression accrue sur les infrastructures, un mitage plus important du territoire, la multiplication de logements fonctionnels hors des cadres urbanistiques traditionnels (petits villages, centres-villes). Les Vaudois se connaîtront encore moins les uns les autres et il deviendra plus rare de rétorquer à son interlocuteur identifiant une connaissance commune: « Le Monde est petit... le Pays de Vaud encore plus. » Une population trop nombreuse est moins proche de

ses autorités. Elle les regarde avec plus de défiance parce qu'elle ne les connaît plus personnellement. Elle devient plus revendicatrice et attend de l'Etat qu'il offre avant tout des prestations et « un service public de qualité ».

Cette distension des relations accentuera les fossés sociaux. La population étrangère, généralement plus précaire, sera concernée au premier chef. Cela rendra leur assimilation plus difficile. La paix sociale devra encore plus être achetée à coup de subventions (logements, assurances-maladie) et la charge fiscale sur la classe moyenne augmentera. Elle se paupérisera, tandis que dans les villes et sur l'arc lémanique les actuels jeunes bobos s'installeront durablement aux commandes du Canton. Ce milieu composé d'universitaires dépendant directement ou indirectement de l'Etat verra sa sécurité financière assurée. Cela assoira encore plus sa satisfaction d'avoir raison idéologiquement.

Car à la croissance de la population s'ajoutera une croissance de l'administration, mais plus rapide et plus importante. Le territoire vaudois n'étant pas extensible, des problèmes de coordination encore inconnus vont apparaître. Et c'est vers l'Etat que les Vaudois se tourneront pour les régler. Le Canton de Vaud ne sera très probablement pas le seul à connaître une telle croissance

démographique. La Confédération ne manquera pas de se préoccuper d'un phénomène suisse. En même temps qu'elle grossira, l'administration cantonale verra ses compétences disparaître à Berne.

Bien sûr nous spéculons. Cette prospective est pourtant plus complètement politique que celle de M. Broulis. Nous ne parvenons pas à trouver benoîtement génial que la croissance démographique ne s'arrête pas. Ce que nous avons décrit pourrait certes ne se réaliser que partiellement. Mais nous refusons que cela soit le prix à payer pour entendre le dernier écho du baby-boom et de son époque. Ce fatalisme démographique réjouit dresse surtout le constat d'une perte de contrôle, qu'il cherche à compenser par la gouvernance et les politiques publiques.

Derrière les besoins en pistes d'autoroute et classes de gymnase supplémentaires, au-delà de l'addition des surfaces de terres arables et des primes d'assurance-maladie, la prospective cantonale doit s'atteler aux conséquences sociologiques et culturelles de notre croissance démographique.

Le vrai danger ne réside pas prioritairement dans la diminution de la retraite des 230 000 personnes âgées de plus de 65 ans en 2050. Il réside dans le maintien de l'unité du Canton et la transmission de sa culture à ses nouveaux habitants.

Félicien Monnier

Occident express 84

Le Musée National de Belgrade trône sur la place de la République, modeste bâtisse néo-classique de briques et de plâtre. Ce fut d'abord une banque, dont les gigantesques coffres-forts de la salle des guichets, aujourd'hui hall des conférences, contiennent désormais la collection numismatique. En 2001, j'ai découvert les lieux à moitié vides et poussiéreux, et j'avais été excité comme les égyptologues Carter et Carnarvon. Les collections étaient presque toutes dans les caves à cause des bombardements de 1999. J'ai passé les deux années suivantes à organiser sa reconstruction, avec un succès certain, jusqu'à ce que l'assassinat du Premier ministre en 2003 interrompe sans délai tout le processus de réformes. Le musée a finalement été rénové avec succès et c'est aujourd'hui une institution passionnante, qui retrace tout ce que la

région a produit d'art et de culture depuis en tout cas neuf millénaires. Agencées sur trois étages, les collections embrassent toutes les époques et toutes les civilisations qui ont marqué ce pays de leur empreinte. Toutes, sauf une: l'ottomane. On n'y admire en effet pas un seul témoignage des cinq siècles d'occupation ottomane. C'est comme si cette histoire n'avait jamais eu lieu, comme si les Pashas n'avaient jamais administré ces terres. Une occupation, par définition, est étrangère et ne dure pas longtemps. Elle est semblable à un virus et se traite comme tel. Or à ce jour on persiste à présenter la présence ottomane comme une occupation. Les collections du Musée National de Belgrade insistent, en creux, sur cette qualification en faisant l'impasse sur ces cinq siècles. Cette absence a plusieurs raisons possibles, du désir de ne rien exposer d'ottoman, en

passant par le fait que les Ottomans eux-mêmes n'ont pas produit énormément de culture sur place. Ce fait peut être expliqué de plusieurs façons qui trouvent toutes leurs justifications. On peut avancer d'un côté qu'il ne s'agissait pas d'une occupation et que ces cinq siècles de présence ont constitué une phase civilisationnelle serbe distincte, rompant toute continuité entre l'empire serbe médiéval et la monarchie du XIX^e siècle. De plus, il est facile d'observer que les Serbes d'aujourd'hui ont presque entièrement adopté un style de vie turc, de la musique en passant par la gastronomie et les rapports familiaux. La chose est entendue: le terme d'occupation est abusif, les Serbes feraient mieux d'embrasser leur culture ottomane et de cesser de prétendre que les Turcs n'étaient que des occupants. Pourtant on peut aussi affirmer qu'il s'agissait bien

d'une occupation. Cinq siècles n'ont pas suffi à éradiquer, ni la langue, ni la religion, ni la conscience nationale serbe. Entretien par les monastères contre des pressions insensées, chantées par les poètes et maintenues vives dans les familles, cette langue et cette religion ont été le socle indispensable sur lequel la jeune nation serbe a pu ériger les premières pierres d'un Etat moderne au début du XIX^e siècle. L'un n'exclut peut-être pas l'autre toutefois. Les Serbes d'aujourd'hui sont inmanquablement turcs par bien des aspects. Mais ils sont le produit d'une culture qui s'est construite défensivement, en opposition à une force externe formidable qui n'est pas parvenue à les dissoudre. Boire du café et manger des baklavas était le prix à payer pour sauver tout le reste.

David Laufer

La tentation du désespoir

Georges Bernanos lui-même écrit dans sa correspondance : « *Monsieur Ouine* est ce que j'ai fait de mieux, de plus complet. » On n'est pas obligé de partager cet avis. En revanche, il faut admettre que c'est une formidable aventure littéraire et sans doute son livre le plus personnel.

Bien que très moderne dans sa forme, ce roman reste ancré dans le monde ancien que le jeune Bernanos avait connu. C'est un texte lumineux. Il a pour thème la tentation du désespoir. Sa rédaction a coûté énormément à l'auteur de *Sous le Soleil de Satan*. Si c'est son dernier roman paru, en 1943, ce n'est pas pour autant le dernier qu'il a terminé. Commencé en 1931, il a été ensuite maintes fois interrompu, parfois pendant des années, avant d'être repris.

L'histoire se passe à Fenouille, localité imaginaire largement inspirée de Fressin, un village du Haut-Pays d'Artois, dans le Pas-de-Calais où s'est passée l'enfance de Bernanos. Le lieu inspire si fortement le roman que l'on peut même penser qu'il occupe le rôle principal. Cela explique peut-être pourquoi il n'existe pas de vrai personnage principal. Malgré son titre éponyme, M. Ouine ne l'est pas vraiment. Dans toute la première partie, il n'apparaît qu'épisodiquement. C'est seulement ensuite qu'il prend plus de place.

Au lieu d'avancer, le récit semble tourner autour d'un axe absent. Dans ce village, il y a beaucoup de décès, un accident douteux, deux meurtres et un

suicide, mais ce n'est pas un roman policier. Le cadre temporel reste assez flou. Nous sommes quelque part dans les années vingt. Quant à résumer son histoire, il est presque impossible de le faire. Le jeune Philippe, dit Steeny, vit seul avec sa mère, le père ayant disparu au front. Il passe beaucoup de temps dans la maison d'Anthelme, une maison triste et rongée par l'humidité, où M. Ouine, qui souffre de tuberculose, habite une chambre. L'homme est certainement très influent, à la manière d'une maladie invisible et pernicieuse, même s'il n'est pas du village, et qu'il n'y a pas de véritables racines. Personnage plutôt insaisissable et pas du tout attachant, l'ancien professeur de langues vivantes se dévoile de plus en plus. Et on découvre un personnage sulfureux, un être cynique et désespéré. Selon ses propres mots, il apprendra à Philippe à aimer la mort. Or le désespoir est contagieux, d'où une influence néfaste pour le jeune homme qui considère M. Ouine comme son maître.

Madame de Néréis, la femme désœuvrée et délaissée d'Anthelme, court les routes « derrière sa grande jument normande, on la croirait poursuivie par des spectres ». Et quand on retrouve le cadavre du valet de M. de Néréis, elle accuse M. Ouine de l'avoir étranglé. Il y a aussi le vieux Vandome, flamand d'origine, dont la fille Hélène est fiancée au bûcheron Eugène, lui aussi accusé d'avoir tué le valet. Tout est mystérieusement lié, mais rien n'est jamais élucidé.

Le roman ne se centre pas sur les meurtres, ni sur un personnage en particulier. On a l'impression d'un éternel recommencement. Il y a des épisodes, des incidents, des histoires imbriquées, parallèles et de rétrospection qui ne s'enchaînent pas vraiment. On a affaire ici à un récit décentré dans le sens où il n'y a pas de nœud, mais un filet très desserré. D'ailleurs de plus en plus desserré à mesure qu'on avance dans la lecture. Il faut comprendre que Bernanos ne cherche pas à soumettre les personnages à l'action, mais à les inscrire dans un mouvement plus vaste et plus généreux qui consiste à les accorder au lieu plutôt que l'inverse. C'est pour cela qu'en plongeant le lecteur dans ce village imaginaire, mais vécu dans son enfance, l'écrivain déborde tous les genres. En fait, il montre l'ancienne société composée du maire, du curé, du médecin, des aristocrates et des paysans, des notables, des commerçants, des tenanciers, des domestiques, des bûcherons, des chasseurs et des braconniers ; cette ancienne société si magnifiquement immobile, ancrée dans les relations familiales, territoriales, communales et religieuses, et unie par les ancêtres et leurs communs efforts pour préserver les choses et les êtres contre le temps, pour s'adapter au rythme des saisons, de la pluie et du beau temps. Derrière cette face visible, il nous fait sentir en même temps, à chaque page, la présence d'un monde caché, les amours interdites et les adultères, les maladies, les drames familiaux, les ressentiments,

les haines cachées, les secrets honteux, tout le versant secret de l'ancienne humanité, le royaume des souffrances, des fantômes et des morts.

Monsieur Ouine est lumineux parce que, porté par le génie de la langue et cette espèce de magnétisme qui s'en dégage, il va au plus profond de l'âme humaine, et parce qu'il est capable à la fois d'évoquer et de conjurer le mal. Cette écriture a trait à la sorcellerie évocatoire des ombres et des démons ; c'est une sorcellerie de Dieu contre le mal. L'angle unique par lequel Bernanos attaque son sujet, fascine, emporte tout et entraîne le lecteur, en dépit d'une histoire en somme peu claire.

Cet écrivain est un visionnaire de l'âme. Ecrire, pour lui, c'est affronter les démons de l'existence, c'est plonger dans le désespoir le plus noir pour en tirer de la lumière. C'est un exorciste de l'écriture, un maître dans l'art de créer des personnages possédés par le mal et qui ne le sont jamais complètement.

On ne sort pas indemne d'un livre de Bernanos. Son écriture est une épée qui tranche. Il a la puissance de pouvoir totalement changer votre vision de l'homme et du monde.

Ce qui nous manque aujourd'hui peut-être plus que jamais, ce sont des prophètes comme lui.

Lars Klawonn

¹ Notons que ce roman est paru initialement chez un éditeur brésilien. Il a été édité en France chez Plon en 1946.

Serviteur du livre

En 43 ans, Michel Moret, directeur des éditions de l'Aire à Vevey, a donné le jour à plus de mille livres. Il en a signé lui-même sept, dont le dernier est intitulé *Le vieil homme et le livre*. Il y égrène des souvenirs.

Né en 1944 à Estavayer-le-Lac, fils de paysan, Michel Moret a la stature de l'homme de la terre, le visage carré, les mains épaisses, avec une force en lui qu'il a dépensée en produisant des livres, acceptant les hauts et les bas de sa profession. Sensuel (*la sensualité bien vécue est sœur de la prière*), il s'est adonné aux joies de l'amour, du vin et de la table. Père de deux enfants, cinq fois grand-père, l'éditeur reconnaît que *le déroulement de la vie ne s'est pas trop mal passé pour les gens de notre pays*. Doué de l'optimisme de l'homme d'action, il n'est pas d'un caractère geignard. Il ne dédaigne ni ses racines paysannes plantées dans la Broye fribourgeoise, ni la terre vaudoise où il a vécu d'abord comme apprenti libraire chez Payot : *Depuis le sommet du Suchet ou des Aiguilles de Baulmes, le Pays de Vaud, terre fertile, féminine et sensuelle s'offre à nos yeux tel un nu de Courbet*.

Moret a échappé au virus de la culpabilité qui infecte nos vies, cette culpabilité mal comprise qui détruit certains chrétiens de chez nous, catholiques ou protestants. Son adolescence fut certes calamiteuse, mais les livres furent sa planche de salut : *Le livre agrandit la vie et élargit la vue*, écrit l'éditeur, *il résiste à internet, à tout*. Moret n'édite

pas pour passer le temps ; il obéit à une nécessité intérieure. Selon lui, *écrire un livre est un acte fondamental*. Le livre résulte d'une expérience et *il faut savoir d'abord lire sa vie, ensuite lire le monde pour aboutir enfin à la lecture d'un livre*. Nous confirmons cette assertion, notre goût propre nous portant vers des auteurs où l'expérience personnelle irrigue chaque ligne : Conrad, Dostoïevski, Grossman, Jünger, Soljénitsyne.

L'éditeur n'est pas un être désincarné, immergé qu'il est dans le fleuve débordant de la vie amoureuse. Amateur de bons vins, il boit avec Jean Pache et Henri-Charles Tauxe neuf bouteilles de Calamin au cinquantième anniversaire de Jacques Chessex ! Les plaisirs gastronomiques l'attirent : la photo de son ami italien Raymond Duros devant une fiasque et un plat copieux de tagliatelles nous met l'eau à la bouche. Moret a parcouru de nombreuses contrées, dont les sources du Nil au Burundi et l'Ouganda où il a songé s'établir.

Il a usé son corps à la cause des livres, ne se contentant pas d'en produire, mais les transportant aussi, avec ses bras : en sueur avant une conférence de presse, il s'achète une chemise à l'Innovation afin d'être à peu près présentable. Editer les livres de certains politiciens (G.-A. Chevallaz ou Didier Burkhalter) ou la biographie de notre bien-aimé... Kurt Furgler, qui se vend à dix mille exemplaires en une semaine, permet à Moret d'investir dans

des projets ambitieux, les *Aphorismes* de Lichtenberg ou la réédition de *La postérité du soleil* de Camus et René Char. Sachant tisser des liens avec des éditeurs parisiens, Moret n'a cependant jamais dépendu d'eux.

Politiquement, il n'est pas si fiable, mais peu importe. Agnostique serein et pacifique, il compte au nombre des bienfaits modernes la pilule et le suffrage féminin. Mais il voit aussi que le Goulag et les génocides définissent cette même modernité. Il n'est pas un optimiste béat : [...] *Le monde ne changera pas. La haine, le racisme, le rejet de certaines religions ne s'éteindront pas [...] il y a peut-être plus de génocides inscrits dans notre futur que dans notre passé [...] On peut écrire des traités de morale, mais le*

passage à l'acte moral est très compliqué et aléatoire.

Issu nous-même du monde de la terre, nous sommes touché par les liens que noue un fils de paysan avec les livres. Une coïncidence nous frappe. Moret se souvient du trouble ressenti à la lecture de l'*Adolphe* de Benjamin Constant, *roman qui exprime à la perfection le génie français [...] célébrant admirablement la grammaire française*. Durant notre adolescence, nous avons lu quatre fois *Adolphe*, répétant en nous-même après chaque lecture : *Ah oui ! Voilà ce qui s'appelle écrire en français, le style à imiter*.

Nous tombons d'accord avec Michel Moret : *le livre alimente la vie intérieure et permet de garder la tête hors de l'eau*.

Jacques Perrin

“

Ces lieux [que] cherchent [les citoyens], ce sont en réalité des abreuvoirs pour une soif aussi vitale que l'autre ; ils y poursuivent précisément cette beauté prétendue vaine hors de laquelle c'est tout notre équilibre intérieur qui se délabre. Et qu'est-ce que c'est, la crise de notre temps, sinon en partie la conséquence de cette autre espèce de pollution, de cette pollution spirituelle ? De sorte que l'on

en viendrait bientôt à reconnaître que la beauté, loin d'être une affaire d'esthètes, concerne en définitive tout homme. « Arguments de poètes, vains émois ; passéisme ? » Quand il n'y aura plus, dans un monde entièrement livré aux chiffres, que des détraqués, on verra où étaient les vrais « réalistes ».

Philippe Jacottet, Grignan, octobre 1970, à propos du Mormont

”

Qui sommes-nous ?

Les questions posées ces derniers jours par les médias au nouveau président de la Ligue vaudoise concernent surtout nos idées. Sommes-nous réactionnaires ou conservateurs? Où bloquons-nous le « curseur » entre le militarisme et le pacifisme, entre le libéralisme économique, le service public et la planification étatique, entre le climato-scepticisme et la collapsologie, entre le mariage traditionnel, le pacs et le mariage pour tous, entre le « droit à la vie » et l'avortement libre, entre le particularisme nationaliste et l'universalité de la philosophie naturelle ou des droits de l'homme, etc. ?

Quant à nos accointances internationales, sommes-nous plus proches du catholique et murrassin Patrick Buisson que d'Eric Zemmour, républicain et bonapartiste, ou de Marine Le Pen ou de Jean-Pierre Chevènement, souverainiste de gauche? Que pensons-nous du site *lesobservateurs*, de la revue *Causeur*, de *Valeurs actuelles*, d'*Eléments* ou encore du mensuel d'Action française *Le Bien commun*? Nous reconnaissons-nous dans la mouvance populiste et antimondialiste qui déferle sur une bonne partie du monde?

Ces questions sont légitimes, mais on nous les pose comme si nous étions un *think tank* de droite tout récemment créé. Elles tiennent pour rien l'action immersive du temps, la stratification des événements, la succession des générations, ainsi que les modifications substantielles,

internes et externes, que le simple fait de durer a apportées à notre mouvement hors-parti.

C'est au fil du temps, le temps qu'on vit personnellement et celui des livres d'histoire, qu'on saisit à quel point le pays existe par lui-même, indépendamment des représentations qu'on s'en fait, des idées sur le type de pouvoir qui lui conviendrait, des moyens qui permettraient de s'en emparer. Comme tous les pays, le Canton de Vaud livre obstinément sa lutte vitale pour « persister dans l'être ».

On pourrait aller jusqu'à dire que la naissance et la perpétuation de la Ligue vaudoise ne sont qu'une expression particulière de cette lutte. Nous sommes un contrepoison sécrété par un pays vaudois menacé, une réaction naturelle aux insuffisances du monde des partis. De même, la lutte fédéraliste de la Ligue vaudoise manifeste la volonté du Pays de Vaud de conserver, comme tout être vivant, son autonomie par rapport aux envahisseurs et aux prédateurs. Nous sentons, en dessous et au-dessus de nous, pulser lentement ce mouvement profond de la communauté politique. Le fait que nous puissions y participer engendre chez nous un sentiment double de fierté et d'humilité.

Le temps permet d'approfondir sa doctrine, de la tester au cours

d'événements dont les conséquences s'imposent à tout esprit raisonnable, d'en discerner les faiblesses et de les combler. Certains aspects, liés aux modes de l'époque, disparaissent, d'autres se font jour, s'approfondissent, se ramifient.

Bien entendu, le temps, s'il n'est pas vécu organiquement mais subi mécaniquement, peut aussi être celui de la lassitude et de l'abandon, celui aussi de la sclérose. *La Nation* nous donne tous les quinze jours l'occasion de confronter notre doctrine aux exigences de la réalité, de la rafraîchir et de la relancer.

Le temps crée la confiance, même entre adversaires. A force de combattre un adversaire stable et persistant dans ses erreurs, on finit, presque malgré soi, par lui accorder un minimum de confiance, plus en tout cas qu'à un allié aux certitudes flageolantes.

Au fil du temps, nous avons dû admettre que certaines personnes éloignées de nous avaient raison, et même plus raison que nous sur un point ou un autre. En ce sens, le dialogue entre adversaires est un investissement politique productif. C'est l'une des fonctions de nos Entretiens du mercredi. Rares sont ceux qui rechignent à y participer.

Et, sous les confrontations d'idées, se nouent des liens imprévus. Ils

rectifient la vision, pondèrent les paroles et les écrits, ritualisent les désaccords, suscitent des actions communes, débouchent parfois, à la longue, sur une forme d'amitié politique. C'est là une façon efficace de résoudre la contradiction propre aux mouvements qui, cherchant l'unité nationale, en font un motif supplémentaire de division. Nos fondateurs, qui, à l'époque polémique de leurs débuts, se proclamaient eux-mêmes « réactionnaires », ont toujours tendu à cette espèce d'unité qui englobe et dépasse les conflits d'idées... sans pour autant renoncer à proclamer la pertinence de leurs critiques fondamentales à l'égard du régime.

La Ligue vaudoise n'est pas, n'a d'ailleurs jamais été un simple mouvement d'idées. C'est, depuis bientôt nonante ans, une communauté de personnes jeunes et vieilles, travaillant bénévolement au bien commun vaudois, conservant le souvenir reconnaissant de ses membres défunts. Nous ne sommes pas un *lobby* ou un groupe d'influenceurs, nous sommes une partie du paysage vaudois, une pièce du dispositif politique d'ensemble. C'est sous cet angle qu'il faut nous poser les questions et que nous donnons les réponses les plus pertinentes.

Olivier Delacrétaz

¹ Lesquels reprendront en septembre prochain.

La défense n'est pas qu'une affaire d'avions !

On ne parle que des avions. Pourtant, d'ici la fin de la décennie, de nombreux systèmes principaux de l'Armée ne seront plus qu'à quelques années de leur retrait du service, s'ils ne sont pas déjà obsolètes.

Les quelque 500 chars de grenadiers à roues 93 (Piranha), bêtes de somme de l'infanterie, suivis de plus de 300 véhicules d'exploration 93 (Eagle), arrivent à la fin de leur carrière. Il en ira de même, au milieu des années 2020, des obusiers blindés M109 Paladin. Au début des années 2030, ce sera le tour des chars de combat 87 Leopard, moyen principal des troupes blindées, puis peu après des chars de grenadiers 2000 (CV 90). Plusieurs centaines d'autres véhicules obsolètes de tous types ne pourront plus être maintenus en service, comme l'antique M113 datant des années 60 et dont le niveau de protection n'est plus efficace. Aujourd'hui déjà, la plupart de ces systèmes n'ont plus qu'une faible valeur militaire et n'offriront que des chances minimales de succès en cas de conflit contre un adversaire déployant des moyens modernes. Ce sont des pans entiers de l'Armée qui doivent dès aujourd'hui être renouvelés. Sans compter que des lacunes considérables existent déjà, notamment dans la capacité de mise en réseau des différents systèmes ou encore la capacité d'évoluer efficacement en zone urbaine.

On constate qu'aujourd'hui une armée ne mène pas seulement des opérations de guerre dans le cadre de conflits conventionnels. Elle fournit

un appui à la population et aux autorités civiles, contribue aux opérations de maintien de la paix, assure l'aide en cas de catastrophe, etc. L'engagement au profit de l'Administration fédérale des douanes durant la pandémie a montré combien l'Armée est la réserve stratégique de la Confédération.

Les forces terrestres doivent accomplir des missions toujours plus variées dans un environnement de conflit hybride où le seuil de la guerre n'est pas clairement défini, en terrain bâti et au sein de la population. Lors de tensions, et même si les opérations militaires sont pratiquement toujours lancées de manière simultanée dans tous les espaces d'opération (sol, air, cyber, information, espace, etc.), l'engagement des forces terrestres reste décisif. Même à l'ère de l'information, elles constituent l'essentiel des effectifs de l'Armée suisse. Intervenant dans les lieux de vie et de travail de la population, elles en sont la composante la plus visible. Les récentes expériences syriennes ou maliennes ont révélé qu'une armée devait pouvoir s'adapter rapidement aux changements d'intensité propres à la guerre hybride. Ses systèmes, mais surtout les hommes, doivent dès lors être aptes à s'intégrer en un délai très bref, parfois de quelques heures, voire minutes, dans tous les spectres d'engagement.

La complexité des systèmes terrestres atteint aujourd'hui celle des forces aériennes ou de la marine, avec toutes les conséquences qui en découlent sur les coûts d'acquisition et de maintenance, la sélection et la

formation des soldats. Il n'est donc plus possible d'adapter sans cesse la protection, les effets et la mise en réseau d'anciens systèmes après plusieurs décennies d'exploitation. Une prolongation de l'utilisation ou un accroissement de la valeur combative peuvent rarement nous épargner de nouvelles acquisitions. L'exemple des véhicules de transport DURO vieux de trente ans est parlant. Leur mise aux normes actuelles s'est avérée plus coûteuse que l'achat d'une nouvelle flotte. Et il s'agit de véhicules non armés. Dans l'ensemble, les systèmes d'armes modernes présentent un potentiel plus important que celui des systèmes remis à jour, aussi bien du point de vue de l'efficacité sur le terrain lors d'un engagement que de celui des critères économiques.

La modernisation des Forces terrestres sera le prochain grand combat de notre Armée. Son coût peut être estimé au moins aussi important que celui provisionné pour l'acquisition de nouveaux avions. Malheureusement, la campagne pour une défense aérienne moderne a pris le parti de mettre cette réalité sous le boisseau pour ne pas prêter les chances de succès du projet Air 2030 devant le peuple. Certes, la modernisation des Forces terrestres passe aussi par des capacités aériennes modernes à même de protéger et appuyer les troupes au sol. Nonobstant, la puissance aérienne est superflue si lesdites troupes au sol ne disposent pas du matériel adéquat, ni du savoir-faire pour l'utiliser. Le remplacement des avions de combat

et de la défense aérienne n'est qu'une facette de ce système global.

Aujourd'hui, le débat public traite essentiellement de nouveaux systèmes d'armes isolés. Pourtant, seul un ensemble de capacités harmonisées permet aux forces armées d'accomplir leurs missions avec efficacité. Pour que l'Armée demeure un instrument efficace de la politique de sécurité à long terme, il faut élaborer de nouvelles capacités, maintenir celles qui demeureront nécessaires, et surtout démanteler rapidement celles qui seront devenues obsolètes. Nos décideurs politiques devront à tout prix éviter la tentation référendaire pour faire valider par le peuple l'achat de tel ou tel système. Nous l'avons vu avec le projet Air 2030, les débats de spécialistes autoproclamés se cristallisent autour d'aspects idéologiques et financiers ne prenant que peu ou pas en compte la dimension globale du système qu'est la défense de la Confédération.

Edouard Hediger

La Nation

Rédaction
Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier
CP 6724 1002 Lausanne
Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)
Fax 021 312 67 14
courrier@ligue-vaudoise.ch
www.ligue-vaudoise.ch
IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4
ICM Imprimerie Carrara Morges

Fragmentation

Pour qui observe, avec le regard de l'amoureux déçu, l'évolution politique de nos voisins français (d'abord), italiens (juste derrière) et allemands (un peu après), une sorte de mouvement tellurique se produit sous ses yeux. Ce qui a structuré le débat durant presque un siècle est en train de se fragmenter, sous l'effet de l'érosion, lente mais continue, des deux pensées qui ont dominé le débat en Europe: le christianisme et le marxisme.

Quels que soient les excès qu'on a pu leur reprocher, tous deux se voulaient porteurs d'espoir, de salut, d'amélioration du monde. Ils ont engendré parallèlement une masse inouïe de sacrifices personnels, d'abnégation, de soumission intellectuelle aussi, en raison du but lumineux dont ils incarnaient la promesse.

L'effondrement du communisme sous le poids de ses absurdités économiques et culturelles s'est accompagné d'un effondrement parallèle de son adversaire démo-chrétien, par l'abandon progressif de la pratique religieuse traditionnelle. La France, la Bavière, l'Espagne et l'Italie en sont une illustration spectaculaire.

Le vide créé par cette faille, qui n'a cessé de s'élargir sous les pieds du monde politique en place, appelait une réponse. Le problème, c'est que le vide n'en produit pas nécessairement une seule. Nous voyons sous nos yeux qu'il en a engendré une multitude.

Avec une rapidité due à la puissance des médias et des réseaux informatiques, on a vu surgir des «utopies de remplacement», des visions du monde fractionnées, et d'autant plus militantes de ce

fait. Elles occupent le champ des espoirs laissé vide par le marxisme et le christianisme, en Europe du moins. Le besoin d'agir, qui habite chaque génération arrivant à l'âge adulte, éclate au profit de causes multiples, parfois contradictoires (féminisme et islamisme, par exemple), mais toujours sectaires, érigeant le partiel en absolu.

Le premier réflexe de qui ne sait pas très bien comment concevoir l'avenir est de vilipender le passé, dans une sorte de fuite en avant qui regarde en arrière. Ce militantisme «révisionniste», pour recycler un vocable maoïste, touche à peu près tout: les relations entre les sexes, le racisme, le climat, la traite des Noirs (mais pas celle des blanches), la grammaire, le pétrole et les glucides dans les branches de chocolat. C'est un combat sans fin, parce que ses buts sont innombrables.

Les frontières traditionnelles entre droite et gauche s'étaient estompées dans le consensus historique entre social-démocratie et démocratie chrétienne après la guerre de 39-45, admettant l'alternance au pouvoir, dont l'Allemagne a été le modèle. Le bipartisme anglo-saxon en était le précurseur. Tous étaient unis dans le rejet du modèle soviétique, sauf le Parti communiste français, plus lent que son homologue italien à comprendre le monde. Comme à la Renaissance!

Cet effondrement des structures traditionnelles et l'émergence concomitante

des «nouvelles luttes» ont créé le fractionnement de la gauche et de la droite dites «de gouvernement». Les blocs anciens essaient de survivre en regroupant les factions: les féministes et les islamistes dans ce qui fut la gauche, les nationalistes et les pro-européens dans ce qui fut la droite libérale, cherchant à fédérer leurs haines plutôt que leurs parentés. Et sur le tas, un discours «écologique» qui, comme la pomme de terre, est la bonne à tout faire.

Quelle sera la réponse à cet effondrement des croyances d'autrefois? Du côté des démocraties occidentales, ce sera le discours «technicien», saint-simonien, la dictature des «experts», dont nous avons vu les errances. En fait, la négation des droits du citoyen, au sens antique du terme.

Les puissances établies ou montantes (USA, Chine, Russie, voire Turquie) profiteront de la décomposition du pouvoir réel en Europe pour lui imposer

leurs conditions, maniant à leur profit les divisions intra-européennes.

Comment éviter cela? La résistance commence dans notre liberté de parole, toujours et partout, et dans nos bulletins de vote. Elle réside surtout dans le rappel constant que les communautés humaines sont universelles dans leur essence, mais diverses dans leurs modalités. Et que ces dernières sont une barrière contre les utopies meurtrières, ou simplement dévastatrices.

Staline a vaincu Hitler en faisant appel au patriotisme russe, qui était pourtant la négation absolue de sa doctrine. Il avait vu juste contre sa propre idéologie. Son exemple est plus à méditer sur ce point particulier qu'à imiter en général. Tout le monde en conviendra.

Mais que devant un péril absolu, le plus internationaliste des pouvoirs, ait trouvé pour survivre le ressort de sa communauté naturelle, voilà qui fait réfléchir.

Et ne fera probablement pas une émission à la télévision.

Alain Charpillou

La résistance commence dans notre liberté de parole, et dans nos bulletins de vote.

† François Perret

François Perret avait le don, assez rare, de s'engager avec un élan passionné pour ce qu'il aimait et, simultanément, d'en sourire avec toujours cette étincelle d'amusement au coin de l'œil. L'enthousiasme avec feu, le plaisir comme un jeu. Il émaillait sa conversation (on ne s'ennuyait jamais avec lui) d'anecdotes pittoresques ou de portraits gentiment moqueurs de personnalités du Canton; mais le badinage allait de pair avec une grande exigence dans le souci du travail et dans la quête de la beauté.

Parmi ses passions, la musique prenait une place de choix; cet excellent flûtiste – n'avait-il pas bénéficié de conseils d'Aurèle Nicolet, excusez du peu! – travaillait son instrument sans relâche. Au camp de Valeyres, levé avant les autres, il s'exerçait dès l'aurore. Au service militaire, la batterie du capitaine d'artillerie Perret pouvait entendre sa flûte sonner dans le cantonnement.

Vint le jour où, la famille s'étant installée à Yverdon dans une propriété dotée d'un vaste verger, il s'est subitement voué à l'arboriculture avec tant d'ardeur qu'il en est rapidement devenu un expert.

Yverdonnois de naissance et de cœur, il a œuvré avec clairvoyance et énergie pour sa ville, en organisant avec son épouse Adine les concerts du dimanche au temple (suivis de mémorables après-concerts, jusque tard dans la soirée, dans leur jardin où nos amis savaient si bien recevoir), en présidant le Conservatoire du

Nord vaudois, en rassemblant plusieurs centaines de milliers de francs pour la restauration des orgues du temple, dont il fut la cheville ouvrière.

Ce juriste a accompli l'essentiel de sa carrière professionnelle au Centre Patronal, où sa rapidité d'esprit et sa capacité d'adaptation lui ont permis de remplir des fonctions très variées. Il s'est surtout illustré en conduisant les campagnes de votation avec allant, habileté et souvent un certain panache. Combien de comités d'action a-t-il formés et animés pour soutenir les meilleures causes... et combattre les pires! Si le sort des urnes n'avait pas été favorable, sans s'attrister, il concluait son rapport de mission par la formule d'une collection de livres pour la jeunesse: «En route vers de nouvelles aventures!» Ces campagnes le confrontaient souvent aux «taxes incitatives», dont l'officialité grève le bon peuple pour l'éduquer dans le sens du politiquement correct; ce qui avait inspiré à notre collègue cet adage hélas toujours actuel: «Péché taxé est à moitié pardonné.»

Au sein de notre Mouvement, notre membre et ami a notamment présenté maint exposé avec talent oratoire, précision et drôlerie, collaboré à notre journal, organisé durant plusieurs années les rencontres des Amis de la Ligue vaudoise.

Nous exprimons notre sympathie à son épouse et à sa famille et nous honorerons sa mémoire.

Jean-François Cavin

Les mandarin-e-s s'expriment

A une époque où un simple mot, une simple virgule, un simple sous-entendu – ou la simple absence de tout cela – peut être interprété comme une offense impardonnable, digne des pires excommunications, il est admirable que des gens osent encore s'engager publiquement en faveur de la liberté d'expression.

LE COIN DU RONCHON

Nous nous demandons cependant s'il n'y a pas quelque paradoxe à ce qu'un tel engagement provienne précisément des gardiens les plus vétilleux des nouvelles inquisitions morales. Car la «lettre ouverte pour la défense de la liberté d'expression à l'Université de Lausanne» dont nous venons de prendre connaissance a été signée par la très conformiste Fédération des associations d'étudiant-e-s de l'UNIL, mais aussi par le *Collectif UNIL de la grève féministe*, par l'antédiluvien *Groupe Regards Critiques*, par le *Syndicat SUD Etudiant-es et Précaires* (sic) et par le Syndicat des services publics (SSP).

«La parole des universitaires est actuellement attaquée de toute part», s'exclament les auteurs en préambule d'une (très) longue liste de doléances touchant aux vicissitudes de la vie académique qui ne les aident pas à diffuser leurs dogmes aussi largement et aussi officiellement qu'ils le voudraient. Jusque-là, c'est assez classique: ces éminent-e-s mandarin-e-s, dont les théories les plus radicales ont pignon sur campus, s'engagent pour leur propre liberté d'expression, qu'ils jugent «bafouée». Et bafouée de la plus vile manière: songez qu'au mois de mars, le *collectif étudiant-e en souffrance* a vu ses affiches «retirées en moins de

deux heures» sur le campus de l'UNIL. Nous frémissons en l'écrivant.

Plus grave encore, des personnes osent exprimer leur désaccord avec les vérités universitaires de gauche: «Telle prise de position en faveur de la Grève pour l'avenir s'attire les récriminations d'élue-s peu sensibles aux questions environnementales, [...] telle intervention en faveur d'une hausse de la fiscalité provoque la tribune d'un conseiller politique dans le principal quotidien cantonal...» Nous convenons bien volontiers que la liberté d'expression de l'élite progressiste est bafouée si l'on permet aux forces les plus réactionnaires de leur répondre librement (surtout pour s'opposer à des hausses d'impôts).

Là où on commence à rigoler, c'est lorsque la lettre ouverte de l'*intelligentsia* lausannoise dénonce «des différentes tentatives d'empêcher la task-force Covid-19 du Conseil fédéral de s'exprimer librement, [...] qui témoignent d'une méfiance très profonde à l'égard des travaux scientifiques et d'une certaine incompréhension de l'articulation entre ces derniers et les décisions politiques». En clair: le rôle des rebelles universitaires est désormais de voler au secours de l'officialité chahutée!

A la fin de leur long plaidoyer pour leur liberté d'expression et pour la censure de leurs adversaires, nos vaillants intellectuels retrouvent le sens des réalités pratiques puisqu'ils en profitent pour revendiquer 1) plus de temps libre, avec «l'aménagement des cursus d'étude afin de laisser aux étudiant-e-s le temps de s'y consacrer», 2) plus d'argent, avec «le développement d'un système de financement public des études supérieures», et 3) plus d'emplois confortables, avec «la création massive (sic) de postes fixes». Ils ont beau être révolutionnaires, ils n'en ont pas perdu leur latin pour autant et se souviennent fort bien qu'*Alma Mater* signifie «mère nourricière».